



Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

Au synode de l'Amérique : PROPOS ENTENDUS SUR LA JUSTICE ET SUR LES PEUPLES INDIGÈNES

Quelque 160 évêques et cardinaux délégués du continent américain, auquel se sont joints une certaine d'autres personnes nommées ou invitées, se sont réunis en synode à Rome du 16 novembre au 12 décembre 1997. C'est la première fois qu'avait lieu un synode regroupant ainsi le Nord et le Sud du continent américain

où vivent plus de la moitié des catholiques de la planète. Nous présentons ci-dessous quelques extraits d'interventions concernant les questions relatives à la justice dans le domaine économique et aux peuples indigènes. Cette sélection a été publiée dans Carta a las Iglesias, 1-31 décembre 1997, San Salvador, El Salvador.

Dénonciation de l'injustice sur le continent américain

Condamnation du néolibéralisme

Divers membres du synode ont condamné le néolibéralisme et ont demandé que tous les évêques de la région dénoncent les trafics d'armes et les relations commerciales Nord-Sud injustes. Mgr Victor Manuel López, Nueva Pamplona, Colombie, a dit que le nouvel ordre économique international "contribue considérablement à l'appauvrissement croissant de ses populations et de ses peuples, ce qui s'oppose ouvertement au plan du Créateur". Il a exigé que "l'économie de marché ne devienne pas un pouvoir absolu auquel tout est sacrifié". Pour sa critique, l'évêque s'est en partie inspiré de la lettre des provinciaux de la Compagnie de Jésus¹. Mgr Estanislao Karlic, Paraná, Argentine, a dit que "l'Église doit avertir les instances internationales que l'économie doit être soumise à la morale et ne pas être le dernier mot des relations humaines".

1. Lettre sur le néolibéralisme en date du 14 novembre 1997, publiée dans DIAL D 2131 (NdT).

Dénonciation de l'idéologie de la globalisation

Mgr Carlos María Collazi, Irazabal, Uruguay, a dénoncé l'idéologie qui sous-tend le processus actuel de globalisation mondiale, laquelle "prétend expliquer et transformer l'interdépendance mondiale croissante en un libre marché économique. De plus, l'idéologie de la globalisation convainc des foules considérables qu'elles sont coupables de leur pauvreté, étant donné qu'elles ne sont pas capables d'être compétitives dans ce marché qui est de fait injuste et faussement libre." Il a dénoncé le fait que la globalisation "entraîne l'exclusion systématique des plus faibles".

Dénonciation de la dette extérieure et de la corruption

Mgr Jorge Mario Avilla, Guatemala, a demandé que les nouvelles dettes contractées par les pays latino-américains ne dépendent pas seulement de la décision des parlementaires. La dette extérieure est un problème très grave qui frappe avant tout les pays les plus pauvres de la terre. Selon les données récentes, la dette extérieure des pays en voie de développement s'élève à

2 067 milliards de dollars et le service de la dette s'élève à 192, 074 milliards de dollars, pratiquement 10 %. "Ceci empêche le développement des pays débiteurs, certains d'entre eux consacrant 25 % de leur budget au paiement des intérêts."

De plus, "à l'origine de la dette extérieure, il y a souvent de grands scandales de corruption. Souvent le capital prêté a été mal administré et employé dans des projets qui n'étaient pas indispensables. Pire encore, des pourcentages élevés du prêt ont souvent servi à augmenter la richesse de particuliers". La Banque mondiale et le Fonds monétaire international se transforment parfois "en alliés puissants des institutions créditrices en veillant soigneusement à ce que soient respectées les conditions des prêts, fût-ce au détriment des pays débiteurs. Les principales victimes de cette dette sont les pauvres."

Mgr Avila suggère "une série de mesures comme la renégociation des conditions de la dette, des moratoires et des remises, des mécanismes sociaux qui permettent de transformer la dette en programmes écologiques de défense de la nature, tout comme en des projets sérieux d'investis-

sements sociaux en faveur des marginaux". De même, pour Mgr Obando, Managua, Nicaragua, la dette extérieure est "un joug excessivement pesant". Et pour le cardinal de Lima, Augusto Vargas Alzamora, "on doit juger en stricte justice les diverses administrations qui engagent allègrement l'avenir des pays appauvris. Ces dettes profiteront au petit nombre de personnes qui possèdent aujourd'hui beaucoup."

Dénonciation des transnationales du Nord

Mgr Angel San Casimiro Fernández, ciudad Cuezada, Costa Rica, a dénoncé le fait que les masses pauvres sont "affectées par le phénomène actuel de la mondialisation", avec lequel s'agrandit la brèche qui existe entre le petit nombre qui possède beaucoup et le grand nombre qui possède peu. "La clameur des pauvres continue à être forte parmi nous, bien qu'aujourd'hui elle soit aussi faite de silence et de désespoir."

"Les multinationales du Nord, en recherchant de l'or, soutiennent des projets de mines à ciel ouvert avec l'utilisation du cyanure qui remue, traite et rend impropres d'immenses surfaces du pays." Cette destruction de l'écologie de la "terre mère" qui cause tant de dégâts sur notre continent et sur toute la planète, "doit figurer parmi les préoccupations du synode".

Critique de l'embargo économique des États-Unis contre Cuba

Le président de la Conférence épiscopale latino-américaine (CELAM), Mgr Oscar Rodríguez Maradiaga a critiqué l'embargo économique des États-Unis contre Cuba. Ce sont les armes qui "devraient disparaître de notre continent parce que nous n'avons pas besoin d'elles, elles nous ont fait beaucoup de mal et nous souhaiterions que l'Amérique soit un continent sans armes, sans conflits et sans guerres. L'argent que l'on investit dans les armes devrait être investi dans le développement et c'est pourquoi nous sommes en désaccord avec la décision du président des États-Unis, William Clinton, de lever l'interdiction de vente d'armes à l'Amérique latine."

Défense du monde indigène

Une Église indigène autochtone

L'évêque d'Oaxaca, Miguel Angel Alba, a déclaré que le gouvernement mexicain devrait reconnaître à l'intérieur d'un cadre constitutionnel unique les divers us et coutumes légitimes des peuples indigènes du pays. Il a ajouté que l'Église devrait encourager la création d'Églises indigènes autochtones en pleine communion avec l'Église universelle. Il a rappelé que de nombreux endroits du continent américain sont peuplés par des peuples purement indigènes, ou par des peuples qui, en dépit de leur métissage, valorisent et gardent leurs racines indigènes, "payant pour cela un coût élevé en marginalisation, abandon et pauvreté".

Les peuples indigènes d'Amérique "ne sont pas des peuples latins ; leur racine, leur langue, leur culture ne sont pas latines ; ils ont été incorporés au rituel latin de l'Église, qu'ils utilisent, respectent, aiment et auquel ils sont attachés, mais leur langue est autre. Nos paroles, nos gestes et nos rites demeurent souvent incompréhensibles ou sont interprétés dans un autre contexte culturel et s'avèrent parfois incapables d'exprimer ce qu'il y a de plus authentique dans l'âme et le cœur indigène".

Requiem pour l'Amazonie

Mgr Erwin Krautler, Xingu, Brésil, a défendu le monde indigène et l'écologie. Dans deux décennies l'Amazonie sera gravement endommagée. "Avant l'arrivée des Européens, l'Amazonie appartenait aux indigènes. Ensuite, l'ambition des Blancs les décima sans pitié et de nos jours, les intérêts des latinfundistes, de ceux qui font le commerce du bois et des chercheurs d'or laissent des cratères lunaires et des fleuves pollués, et ils contaminent les indigènes sans défense, manquant d'anticorps, avec toutes sortes de maladies". Mgr Krautler a demandé à l'Église de défendre les droits humains des indigènes et de sauvegarder leur identité populaire propre.

Mgr Alberto Luna, Cuenca, Équateur, a indiqué qu'en raison de sa défense des droits indigènes et paysans "on m'a persécuté, on m'a identifié avec la théologie

de la libération et on m'a accusé, y compris ici à Rome, et tout cela pour ne pas accepter l'injustice à quelque titre que ce soit. La société n'a rien fait pour ce peuple et l'Église non plus".

Inculturation

Mgr Flabio Abastador, La Paz, Bolivie, a demandé que l'on respecte les diversités et que l'on encourage "l'inculturation et l'appel personnel à la conversion" afin que le processus de globalisation soit accompagné d'un autre processus qui soit de différenciation. "Il faut respecter la diversité des cultures et des peuples jusqu'à celle de chaque personne. Pour cela, l'Église doit souligner les aspects positifs de la globalisation, collaborer au rapprochement des nations et des peuples et aider à surmonter les conflits entre les nations." Pour sa part, Mgr Krautler a cité le pape "quand il dit à New Delhi : Dieu est partout présent dans la culture de l'Inde. Si cela est vrai pour l'Inde, Dieu est aussi présent partout dans les cultures des Indiens américains". La Conférence épiscopale d'Équateur a offert des exemplaires de la nouvelle version de la Bible traduite en quechua.

Mea culpa pour le peu de respect à l'égard des indigènes

Les évêques du Canada font entendre leur mea culpa pour le peu de respect de leurs Églises envers les cultures des peuples autochtones canadiens. Mgr Peter Alfred Sutton, Keewatin-Le Pas, a déclaré que l'Église du Canada "est engagée actuellement dans une révision radicale de sa relation aux peuples autochtones du pays dans le but de purifier et de vérifier son engagement avec eux". La révision est motivée, entre autres raisons, "par le fait de ne pas leur avoir porté l'Évangile dans toute sa pureté et par l'absence d'un véritable respect envers leur culture, leurs traditions et, parfois, par nos propres faiblesses et le péché présent en nous-mêmes". De plus, "le développement de notre mode de vie dans le continent nord-américain a apporté à ces peuples beaucoup de souffrances et de privations".

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38 rue du Doyné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F